



**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 05/AONO/CIPM/SG/2025
DU 10 SEPT 2025 RELATIF A LA PREVENTION ET DE LA SECURITE ROUTIERE
DANS L'ARRODISSEMENT DE NGAOUNDERE 2ème.**

(EN PROCEDURE D'URGENCE)

Financement : Fonds Routier, Exercice : 2025.

Maître d'ouvrage : Maire de la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 2^{ème}

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de la sécurisation routière, le Maire de la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 2^{ème}, Autorité contractante lance en procédure d'urgence un Appel d'Offres National Ouvert pour la **prévention et la sécurité routière dans l'Arrondissement de Ngaoundéré 2^{ème}**.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

La consistance de la mission, comprend :

- L'identification et la reconnaissance de toutes les zones fortement peuplées dans les villes concernées ;
- La catégorisation desdites zones par leur niveau de risque d'accidents qu'ils encourent ;
- La sensibilisation dans toutes les zones identifiées à travers l'affichage et la distribution des supports de messages de prévention routière et les conseils en matière de sécurité routière ;
- La sélection d'un échantillon de zones en fonction de leur niveau de risque aux accidents de la route et à raison du nombre de zones indiquées dans le tableau ci-dessus, pour l'organisation des journées éducatives à la sécurité routière ;
- L'élaboration, en liaison avec les responsables des zones retenues, d'un programme d'organisation des journées éducatives, à l'attention des résidents ;
- L'organisation des campagnes proprement dites, consistant en des causeries éducatives publiques dans chaque zone retenue ;
- La formation d'un certain nombre de responsables des zones retenues (chefs de quartiers/blocs/cantons, présidents d'associations) en qualité de pairs éducateurs et pairs sensibilisateurs à travers des ateliers de développement des capacités sur les notions de sécurité routière.

3. DURÉE D'EXÉCUTION

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de **deux (02) mois**.

4. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité des conditions aux entreprises de droit camerounais, évoluant dans ce domaine et ayant les capacités administratives, techniques et financières requises.

La participation des entreprises sous forme de groupement ou de sous-traitance est admise conformément à la règlementation en vigueur.

5. COUT PRÉVISIONNEL

Le coût prévisionnel d'exécution à l'issue des études préalables est de : **15 000 000** (quinze millions) francs CFA.

6. FINANCEMENT

La prestation objet du présent Appel d'Offres est financée par le **Fonds Routier, Exercice : 2025**

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode « **en ligne** » via la plateforme **COLEPS** via le site www.marchesppublics.cm

8. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier peut être consulté dans les Services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 2ème au Secrétariat Général, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchesppublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique fixé par le maître d'ouvrage.

9. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier peut être obtenu aux heures ouvrables au secrétariat Général de la Commune d'Arrondissement de Ngaoundéré 2ème, dès publication du présent avis contre versement d'une somme non remboursable de : **30 000** (trente mille) francs CFA payable **auprès du Receveur Municipal au titre des frais d'acquisition du DAO.**

10. CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Sous peine de rejet, Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement bancaire ou toute autre institution financière agréé par le Ministre en charge des finances présentée sur la liste jointe en annexes, et d'un montant égal à : **300 000 (Trois cent mille) francs CFA.**

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 90 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

11. REMISE DES OFFRES

L'offre rédigée en français ou en anglais, devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme **COLEPS** (<http://www.marchespublics.cm>) au plus tard le **08 OCT 2025** à 14 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB, caution et récépissé CEDEC devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** » en plus de la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°05/AONO/CAN II/CIPM/2025 DU 10 SEPT 2025 EN PROCEDURE D'URGENCE
RELATIF A LA PREVENTION ET DE LA SECURITE ROUTIERE DANS
L'ARRONDISSEMENT DE NGAOUNDERE II^{ème}.**

“A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT”.

Taille et format des fichiers

Les **tailles maximales** des documents qui vont transiter sur la plateforme COLEPS et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- **5 MO pour l'Offre Administrative** ;
- **15 MO pour l'Offre Technique** ;
- **5 MO pour l'Offre Financière**.

Les formats acceptés sont les suivants :

- **Format PDF** pour les documents textuels ;
- **JPEG** pour les images

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. MODE DE PRÉSENTATION DES OFFRES

Les offres seront présentées en Français ou en Anglais comprenant :

Fichier PDF 1. Pièces administratives

- une déclaration indiquant l'intention de soumissionner selon le modèle en annexe de la DC ;
- une copie légalisée du registre de commerce ;
- une attestation de non exclusion de l'entreprise, délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- une copie de l'attestation d'immatriculation en cours de validité ;
- une attestation de non-faillite délivrée par la Chambre de Commerce ou du Greffe du Tribunal du lieu du siège social de l'Entreprise ;
- une Attestation de Conformité Fiscale en cours de validité ;
- une attestation de soumission délivrée par le Directeur Général de la CNPS ;
- une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire ;
- une copie du plan de localisation signée ;
- une quittance d'achat du Dossier d'Appel d'offre d'un montant de 30 000 FCFA ;
- une copie de la caution de soumission d'un montant de 300 000 FCFA accompagné du récépissé CDEC

N.B. : Toutes les pièces énumérées ci-dessus devront dater de moins de trois mois et être signées par l'autorité compétente des administrations concernées.

Fichier PDF 2. Offre financière

- La soumission suivant le modèle fourni dans la présente Consultation ;
- Les descriptions techniques et détaillées des articles proposés ;
- Le bordereau descriptif et quantitatif ;

Chacun des Fichiers PDF 1 et 2 contenant le scan de l'original des pièces sera dans une clé USB contenue dans une enveloppe fermée et scellée.

13. RECEVABILITÉ DES OFFRES

Sous peine de rejet, les autres pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou toute autre institution financière agréée par le Ministère chargé des Finances et du récépissé de la CDEC.

14. OUVERTURE DES PLIS

Les plis seront ouverts en un seul temps par la Commission Interne de Passation des Marchés de Ngaoundéré 2, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés aux dates, heures et lieu précisés dans l'Avis de Consultation. Il sera dressé un procès-verbal à l'ouverture des plis.

15. CRITÈRES D'ÉVALUATION

15.1 Critères éliminatoires

- absence d'une pièce administrative ou sa non-conformité (non régularité après épuisement du délai de 48h après dépouillement) ;
- fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- absence d'un prix unitaire quantifié ;
- absence de caution et récépissé de consignation CDEC ;
- absence de quittance d'achat du DC.
- absence de la clé de sauvegarde ;
- Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;

15.2 Critères essentiels

La notation des critères essentiels ci-après se fera par points.

N°	Critères	Notation
1	Présentation de l'offre	03 points ;
2	Expérience du Soumissionnaire dans une activité similaire	40 points
3	Compréhension des Termes de Référence	10 points ;
4	Méthodologie et plan de travail	10 points ;
5	Compétence du personnel clé pour la mission	25 points.
6	Moyen logistique	12 points

Total	100 points
-------	------------

Les offres n'ayant pas obtenu au moins une note de 80 points sur 100 des critères essentiels, seront jugées techniquement non qualifiés et ne pourront accéder à l'analyse financière.

16. METHODE DE SELECTION DU CONSULTANT

Le consultant sera choisi selon la méthode qualité-coût : note technique sur 80 points et note financière sur 20 points conformément aux procédures décrites dans le DAO.

17. ATTRIBUTION

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre après évaluation est la mieux-disante, c'est-à-dire ayant obtenu la note finale la plus élevée, calculée selon la formule de pondération suivante : **Note finale= (80xnote technique + 20 x note financière) / 100.**

18. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 30 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat Général de la Mairie de Ngaoundéré 2 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le maître d'ouvrage.

20. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 695 44 93 33 ou le MO 699 46 83 53.

Copie :

- DDMINT/VINA
- DDMAP/Vina ;
- AR/ARMP/AD ;
- CIPM/CAN2 ;
- AFFICHAGE.



RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

RÉGION DE L'ADAMAOUA

DÉPARTEMENT DE LA VINA

COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE
NGAOUNDÉRÉ II^{ÈME}

SECRÉTARIAT GENERAL



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

ADAMAWA REGION

VINA DIVISION

NGAOUNDÉRÉ II
SUBDIVISIONAL COUNCIL

GENERAL SECRÉTARIAT

OPEN NATIONAL TENDER NOTICE N°...05.../AONO/CAN2/CIPM/2025
OF...10 SEPT 2025 FOR PREVENTION AND ROAD SAFETY IN NGAOUNDERE 2nd SUB-

DIVISIONAL COUNCIL.
« IN EMERGENCY PROCEDURE »

Financing : Road Fund, Financial Year 2025.

Contracting Authority : Mayor of Ngaoundere 2nd sub divisional council

1. PURPOSE OF THE CALL FOR TENDERS

As part of road safety, the Mayor of the Municipality of the District of Ngaoundéré 2nd, Contracting Authority, is issuing an emergency National Open Call for Tenders for road prevention and safety in the District of Ngaoundéré 2nd.

2. Scope of Services

The scope of the mission includes:

- Identifying and surveying all densely populated areas in the cities concerned;
- Categorizing these areas based on their accident risk level;
- Raising awareness in all identified areas through the posting and distribution of road safety message materials and road safety advice;
- Selecting a sample of areas based on their road accident risk level and based on the number of areas indicated in the table above, for the organization of road safety education days;
- Developing, in conjunction with the managers of the selected areas, a program for organizing the education days for residents;
- Organizing the campaigns themselves, consisting of public educational talks in each selected area;
- Training a number of officials from the selected areas (neighborhood/block/district heads, association presidents) as peer educators and peer awareness raisers through capacity-building workshops on road safety concepts.

3. PERFORMANCE PERIOD

The maximum period set by the Project Owner for the completion of the services covered by this Call for Tenders is **two (02) months**.

4. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Call for Tenders is open on equal terms to companies incorporated under Cameroonian law, operating in this field and possessing the required administrative, technical, and financial capabilities.

Participation by companies in the form of a consortium or subcontractor is permitted in accordance with applicable regulations.

5. ESTIMATED COST

The estimated cost of execution following preliminary studies is: 15,000,000 (fifteen million) CFA francs.

6. FINANCING

The service covered by this Call for Tenders is financed by the Road Fund, Fiscal Year: 2025.

7. Submission Method

The submission method chosen for this consultation is "online" via the COLEPS platform via the website www.marchespublics.cm

8. CONSULTATION OF THE CALL FOR TENDERS

The documents may be consulted at the Contracting Authority's Office during business hours at the General Secretariat of the Municipality of the Ngaoundéré 2nd District, as soon as this notice is published.

It can also be viewed online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.armp.cm), or via any other electronic means of communication determined by the project owner.

9. ACQUISITION OF THE TENDER DOCUMENT

The Document may be obtained during business hours from the General Secretariat of the Municipality of the Ngaoundéré 2nd District, upon publication of this notice, upon payment of a non-refundable sum of 30,000 (thirty thousand) CFA francs payable to the Municipal Collector as procurement costs for the tender document.

10. PROVISIONAL SECURITY

Under penalty of rejection, bids must be accompanied by a provisional security (bid guarantee) drawn up according to the model indicated in the Tender Documents by a banking institution or any other financial institution approved by the Minister of Finance, presented on the attached list, and in an amount equal to: 300,000 (Three hundred thousand) CFA francs. The provisional security will be automatically released no later than 90 days after the expiration of the bid validity period for unsuccessful bidders. In the event that the bidder is awarded the contract, the provisional security will be released after the provision of the final security.

11. SUBMISSION OF BIDS

The bid, written in French or English, must be submitted by the bidder via the COLEPS platform (<http://www.marchespublics.cm>) no later than 2:00 p.m. sharp on 08 OCT 2025. A backup copy of the offer saved on a USB flash drive, along with a deposit and CEDEC receipt, must be submitted in a sealed envelope, clearly and legibly marked "backup copy" and accompanied by the following:

"NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS
No...05...../AONO/CAN II/CIPM/SG/2025 OF 10 SEPT 2025
UNDER EMERGENCY PROCEDURE RELATING TO PREVENTION AND ROAD SAFETY
IN THE NGAOUNDERE 2ND DISTRICT.
"ONLY TO BE OPENED DURING THE COUNTING SESSION."

File Size and Format

The maximum file sizes for documents submitted on the COLEPS platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- **5 MB for the Administrative Offer;**
- **15 MB for the Technical Offer;**
- **5 MB for the Financial Offer.**

The accepted formats are as follows:

- **PDF format for text documents;**
- **JPEG for images**

The candidate must use compression software to reduce the size of the files to be submitted.

12. METHOD OF PRESENTING TENDER

Tenders will be submitted in French or English, including:

PDF File 1. Administrative Documents

- A declaration indicating the intention to tender, according to the template attached to the RFP;
- A certified copy of the trade register;
- A certificate of non-exclusion of the company, issued by the Public Procurement Regulatory Agency;
- A copy of the valid registration certificate;
- A certificate of non-bankruptcy issued by the Chamber of Commerce or the Court Registry of the location of the company's registered office;
- A valid Tax Compliance Certificate;
- A certificate of submission issued by the Director General of the CNPS;
- A certificate of the bidder's bank account;
- A signed copy of the location plan;
- A receipt for the purchase of the tender documents in the amount of 30,000 FCFA;
- A copy of the bid bond in the amount of 300,000 FCFA, accompanied by the CDEC receipt.

Note: All documents listed above must be less than three months old and signed by the competent authority of the relevant administrations.

PDF File 2. Financial Offer

- The bid following the template provided in this Call for Proposals;
- The technical and detailed descriptions of the proposed items;
- The descriptive and quantity schedule;

Each of PDF Files 1 and 2, containing a scan of the original documents, will be enclosed on a USB flash drive in a sealed envelope.

13. ADMISSIBILITY OF TENDER

Under penalty of rejection, the other required documents in the administrative file must be provided in original form or in copies certified by the issuing department or an administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders.

They must be dated less than three (03) months prior to the original bid submission date or have been prepared after the date of signature of the Call for Tenders.

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the Call for Tenders Documents will be declared inadmissible. This includes the absence of a bid bond issued by a leading bank or any other financial institution approved by the Ministry of Finance and the receipt from the CDEC.

14. OPENING OF TENDER

The bids will be opened in a single stage by the Ngaoundéré 2 Internal Procurement Commission, in the presence of the bidders or their duly authorized representatives, on the dates, times, and locations specified in the Invitation to Tender. Minutes will be drawn up at the time of the opening of the bids.

15. EVALUATION CRITERIA

15.1 Eliminatory Criteria

- absence of an administrative document or its non-compliance (non-compliance after the 48-hour period following the opening session);
- false declaration or falsified documents;
- absence of a quantified unit price;
- absence of a CDEC deposit and deposit receipt;
- absence of a DC purchase receipt.
- absence of a backup key;
- Technical score below 80 points out of 100;

15.2 Essential Criteria

The following essential criteria will be scored by points.

No.	Criteria	Marking
1	Presentation of bid	03 points ;
2	Bidder's experience	40 points ;
3	Understanding of terms of reference	10 points ;
4	Working methodology and plan	10 points ;
5	Skills of key staff for this mission	25points.
6	Logistics	12 points
Total		100 points ;

Bids that do not obtain at least 80 points out of 100 for the essential criteria will be deemed technically unqualified and will not be granted access to the financial analysis.

16. CONSULTANT SELECTION METHOD

The consultant will be selected using the quality-cost method: technical score out of 80 points and financial score out of 20 points, in accordance with the procedures described in this Tender Document.

17. AWARD

The Contracting Authority will award the Contract to the Bidder whose bid, after evaluation, is the best-priced bid, i.e., the one that obtained the highest final score, calculated using the following weighting formula: Final score = (80 x technical score + 20 x financial score) / 100.

18. VALIDITY OF BID

Bidders remain bound by their bid for 30 days from the deadline set for submission of bids.

19. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information may be obtained during business hours from the General Secretariat of the Ngaoundéré 2 Town Hall or online on the COLEPS platform at <http://www.publiccontracts.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or by any other electronic means of communication indicated by the project owner.

20. FIGHT AGAINST CORRUPTION

To report practices, facts, or acts of corruption, please call CONAC at 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (text message or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP at 695 44 93 33, or MO at 699 46 83 53.

Ngaoundere, 10 SEPT 2025

The Mayor,
Contracting authority

Copy :

- DDMINT/VINA
- DDMAP/Vina ;
- AR/ARMP/AAD ;
- CIPM/CAN2 ;
- AFFICHAGE.



Idrisouss Alana
Maire de la Commune
d'Arrondissement de Ngaoundere 2ème